



HAL
open science

La "matrice catholique" des enquêtes de consommation à l'Institut national d'hygiène (1945-1964)

Marie-Emmanuelle Chessel, Thomas Depecker, Anthony Favier, Anne
Lhuissier, Odile Macchi

► **To cite this version:**

Marie-Emmanuelle Chessel, Thomas Depecker, Anthony Favier, Anne Lhuissier, Odile Macchi. La "matrice catholique" des enquêtes de consommation à l'Institut national d'hygiène (1945-1964). Archives de Sciences Sociales des Religions, 2021, Usages religieux de la quantification, 3 (195), pp.131-162. 10.4000/assr.59602 . hal-03443259

HAL Id: hal-03443259

<https://hal.science/hal-03443259>

Submitted on 23 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Marie-Emmanuelle Chessel, Thomas Depecker, Anthony Favier, Anne Lhuissier, Odile Macchi, « La ‘matrice catholique’ des enquêtes de consommation à l’Institut national d’hygiène (1945-1964) », *Archives de Sciences Sociales des religions*, 195 (juillet-septembre 2021), p. 131-162.

Version des auteurs – 23 novembre 2021

La « matrice catholique » des enquêtes de consommation à l’Institut National d’Hygiène (1945-1964)

Jusqu’aux années 1930, la mesure des consommations alimentaires en France relève principalement d’enquêtes menées par des philanthropes ou des universitaires, préoccupés de déterminer le coût et les niveaux de vie des classes populaires (Desrosières, 2003 ; Lhuissier, 2020)¹. En 1937, sous l’impulsion de la Société des nations, la France se dote d’un dispositif d’enquêtes nutritionnelles calqué sur le modèle des « *dietary surveys* » américaines (Lhuissier, 2013). Celui-ci est hébergé au sein de la Société scientifique d’hygiène alimentaire (SSHA) qui est, depuis le début du XX^e siècle, le principal lieu d’élaboration de « l’alimentation rationnelle », discipline qui vise à mesurer les rapports entre les dépenses physiologiques et les dépenses alimentaires (Depecker, 2014). L’objectif des enquêtes de la SSHA, promouvoir la notion de « ration » dans l’approche quantitative des consommations alimentaires, se trouve néanmoins remis en cause après la création en 1940 du nouvel Institut de recherche d’hygiène (IRH) à Marseille, qui réoriente les enquêtes nutritionnelles réalisées en France².

Les critiques soulevées par ce nouvel institut portent sur les normes de nutrition et les usages politiques des enquêtes contemporaines. Elles sont plus particulièrement formulées par l’un de ses cadres, Jean Trémolières (1913-1976), jeune médecin catholique recruté par défaut à la tête de la section nutrition de l’Institut national d’hygiène (INH, qui remplace l’IRH en 1941) après la démobilisation³. Embauché à l’INH pour pallier le départ des membres fondateurs de cet institut, des Américains de la Rockefeller Foundation Health Commission to Europe, il y propose une refonte des enquêtes qui tranche, à la fois dans les usages et questionnements et dans les outils utilisés, avec celles préalablement réalisées par la SSHA ou même celles initiées par son propre institut. Jean Trémolières va en effet s’inscrire tant à rebours du mouvement de quantification de l’alimentation tel qu’il s’élabore dans l’appareil statistique national d’après-guerre, que de celui de diffusion de normes de conduites

¹ Cette recherche a été financée par INRAE et le CNRS dans le cadre de l’action conjointe « Mutations alimentaires 2019 » (projet « Cath-conso »).

² Sur la création de l’IRH soutenu par les Américains de la Fondation Rockefeller, voir Depecker, Lhuissier, 2016.

³ Jean Trémolières n’a aucun lien avec le monde des enquêtes ni de l’alimentation, si ce n’est une thèse sur le canal cystique. La date exacte de son recrutement reste incertaine : il écrit dans son curriculum vitae avoir été recruté en 1941, mais nous n’avons pas trouvé de traces dans les archives (parcellaires sur la période) qui confirment son activité à l’INH avant 1943, date qu’il mentionne également dans d’autres documents. Pour une biographie de Jean Trémolières, voir Depecker, Lhuissier, 2015.

quantifiées au sein de la population (les « rations »). Au sein du service nutrition, il va progressivement élaborer un dispositif de collecte à la croisée de préoccupations nutritionnelles et de savoir-faire sociologiques et catholiques en matière d'enquête et de connaissance des milieux ouvriers. Ce dispositif le conduit en particulier à redéfinir les rapports entre milieu social et mesure des besoins, opérant ainsi une rupture avec les enquêtes jusque-là développées par l'INH et d'autres institutions. Il ouvre, pour la science nutritionnelle, de nouvelles façons de penser les « comportements » tout en initiant une critique des manières de les réformer.

Comment comprendre l'orientation originale que Jean Trémolières donne aux enquêtes du service nutrition de l'INH, dès la fin des années 1940 ? Pour ce faire, il est nécessaire de resituer les « ruptures » qu'il introduit dans les pratiques d'enquêtes de son institut, d'une part dans le contexte très particulier de l'immédiat après-guerre, et d'autre part dans son cheminement spirituel et sa trajectoire personnelle, liés notamment à son expérience de la Deuxième Guerre mondiale.

En effet, ces transformations ont lieu entre le milieu des années 1940 et le milieu des années 1950, dans un espace temporel borné par la Deuxième Guerre mondiale d'une part, et par la reconfiguration des institutions publiques et l'essor de vastes enquêtes par budgets de famille par l'INSEE d'autre part. À partir de 1953 le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) met également en place des enquêtes sur la consommation des Français (Boulat, 2019), en même temps que se développent les enquêtes proposées par les instituts de sondage sur les consommateurs et les marchés en France et ailleurs (Blondiaux, 1998 ; Igo, 2007 ; Pollak, 1979). C'est dans ce cadre que la section nutrition de l'INH a été le plus souvent étudiée. En effet, après la Seconde Guerre mondiale, cette dernière est progressivement associée aux enquêtes de consommation à l'échelle nationale développées par l'INSEE, qui lui en confie la partie « alimentaire ». C'est dans ce contexte de collaboration avec l'INSEE, et d'autres instituts tels que l'INED, que la transformation des enquêtes à l'INH et leur intégration dans un appareil plus large de mesure des consommations ont été comprises (Desrosières, 2003).

Malgré leur apport indéniable, les travaux existants sur les enquêtes de consommation à l'INH, qui ne le distinguent pas des autres organismes de la période, ne mettent pas en évidence un décalage méthodologique entre les expérimentations de la section nutrition de l'INH, s'appuyant sur des monographies et une conception particulière du milieu social, et les méthodes d'enquêtes statistiques développées par les autres instituts. Jean Trémolières s'attache en effet à gommer de telles différences dans les publications et les rapports les plus officiels, afin de répondre à la politique institutionnelle et de donner une légitimité statistique aux enquêtes de sa section, qui travaille étroitement avec l'INSEE, parfois sur les mêmes enquêtes. Il ne s'agit donc pas ici d'opposer approches monographique et statistique (Desrosières, 1989), mais plutôt de montrer que différents types d'approches méthodologiques et d'interprétations ont pu avoir eu lieu au même moment dans différents organismes, alors même qu'ils visaient des projets communs.

Les études connues occultent donc indirectement une partie du travail de la section de nutrition mené en collaboration avec d'autres organismes, en particulier avec le Centre d'études sociales du CNRS et des organismes proches des milieux catholiques. Ces collaborations ont pourtant joué un rôle primordial dans la redirection des enquêtes alimentaires de l'INH. Pour les comprendre, il faut les interroger au regard du parcours confessionnel et personnel de Jean Trémolières. Bien que le jeune médecin jouît d'une marge de manœuvre considérable, étant le seul titulaire à plein temps de sa section pendant une grande partie de la période ici couverte, il ne s'agit pas de faire une biographie qui confondrait l'institution et la personne. Mais les collaborations et transferts ici étudiés se sont effectués le

plus souvent sur la base de relations interpersonnelles dans des milieux autres que celui des instituts de recherche nationaux.

Le milieu des années 1950 représente en effet une période importante pour les « catholiques de gauche » fréquentés par Jean Trémolières, qui voient l'Église mettre un terme à l'aventure des prêtres-ouvriers (Pelletier, Schlegel, 2012 ; Horn, 2015 ; Horn, Tranvouez, 2016). Certains d'entre eux, héritiers d'une tradition d'enquête spécifique, s'intègrent progressivement à l'espace de la sociologie ou des enquêtes publiques (Pelletier, 2018). À l'image de nombreux autres intellectuels (Mariot, 2017, pour la Première Guerre mondiale), c'est au front que Trémolières se confronte à d'autres milieux que le sien, en particulier le monde ouvrier catholique, par l'intermédiaire duquel il fait la connaissance de l'abbé Henri Godin (1906-1944) et de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Cette rencontre va constituer le départ d'une série de collaborations, à la fois personnelles avec Godin, et professionnelles relatives aux enquêtes menées à l'INH.

C'est en ce sens que nous proposons d'aborder la rupture introduite dans les pratiques d'enquête de l'INH en faisant l'hypothèse d'une « matrice catholique ». En utilisant ce terme, nous nous intéressons moins à une croyance religieuse qu'à un espace social, où des catholiques se confrontent à la question ouvrière, et créent par leurs expérimentations des ressources méthodologiques qui seront utilisées par d'autres. Nous nous focalisons ainsi sur des circulations d'individus et de méthodes entre des univers qui sont généralement étudiés séparément : un catholicisme militant, une sociologie en train de s'institutionnaliser, des organisations publiques créatrices de normes d'expertise. Ainsi, pour comprendre les conditions et les enjeux liés à la rupture introduite à l'INH dans la mesure des consommations et leur critique, il est nécessaire de croiser de façon originale trois historiographies : l'histoire religieuse, l'histoire des sciences sociales, et l'histoire de la consommation, en particulier alimentaire.

Nous aimerions montrer de quelle façon la rencontre de Jean Trémolières et des « chrétiens du XIII^e » arrondissement de Paris se répercute sur la circulation des techniques et des savoirs statistiques (Tranvouez, 1990). Il s'agit là d'un point aveugle des recherches menées sur ce médecin et plus généralement sur l'histoire de la nutrition, alors qu'il est crucial pour comprendre l'activité de la section nutrition de l'INH. Au-delà, il s'agit aussi d'un enjeu dans l'histoire des enquêtes de consommation : il nous semble important de revisiter les circulations entre milieux catholiques et organismes privés et publics, tout au long du XX^e siècle. La « matrice catholique » dont nous faisons l'hypothèse a sans doute nourri d'autres organisations (associations de consommateurs, associations féminines, etc.).

Nous allons voir dans un premier temps que l'arrivée de Jean Trémolières se perçoit comme une rupture dans l'histoire des enquêtes de l'INH, si l'on prend le point de vue de cette institution. Nous montrons dans un deuxième temps qu'il ne s'agit pas d'un virage abrupt si l'on considère le parcours de Jean Trémolières et plus particulièrement les activités qu'il partage au milieu des années 1940 avec l'Abbé Godin et la JOC. La prise en compte de ce qui apparaît comme un « parcours catholique » permet de comprendre, dans un troisième temps, à la fois les inspirations et les collaborations qui débouchent sur un nouveau dispositif d'enquête à l'INH.

Une « rupture » dans les enquêtes à l'INH

À la suite de remaniements liés à l'épuration et à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, Jean Trémolières assure seul l'administration de la section de nutrition. Dégagé de sa position subalterne par rapport aux fondateurs de la section et de son institut, il exprime désormais une position critique sur les normes et les enquêtes alimentaires précédemment mises en œuvre par son propre institut et par la SSHA.

Les enquêtes menées par l'INH à partir de 1940, et dont Jean Trémolières hérite à son arrivée, visent à mesurer les consommations alimentaires « d'un certain nombre de sujets » tout en recherchant les « signes objectifs des troubles que risque d'entraîner la sous-alimentation ou l'alimentation en déséquilibre⁴. » Elles reposent sur un dispositif en trois étapes⁵. Premièrement, des fiches permettent de calculer la ration alimentaire des enquêtés. Que ce soit sur la base de la pesée directe des consommations, du relevé des menus ou bien de l'inventaire des vivres, le régime alimentaire est établi et détaillé dans ses composants nutritionnels⁶. À ces fiches alimentaires s'ajoutent des fiches dites « cliniques », complétées à l'aide d'un « interrogatoire » et d'un examen médical. Ce dernier enregistre, sur la base de simples observations, les signes de « l'état de développement » des enquêtés, les réflexes, la muscularité, la vision, mais aussi des éléments tels que la « démarche » ou « l'attitude ». L'interrogatoire, quant à lui, permet de relever les antécédents familiaux ou bien encore l'histoire médicale de l'enquêté sur une base déclarative⁷. Enfin, la dernière étape est constituée d'un examen soumettant la personne enquêtée à plusieurs tests radiologiques ou biologiques.

Ces fiches peuvent se combiner de différentes manières, suivant la situation, la population enquêtée ou le personnel disponible. Mais le but reste toujours le même : mettre en regard la synthèse du régime alimentaire, détaillée dans ses composantes nutritionnelles, et des états de santé. Les médecins à l'origine de l'INH attribuent clairement une visée normative à leurs enquêtes, qui visent à formuler des « sanctions thérapeutiques » permettant « d'éviter ou de corriger les désordres fonctionnels enregistrés »⁸. Une synthèse de ces travaux est publiée en 1944 sous le titre évocateur « De la ration alimentaire théorique proposée pour la population française après-guerre ». Il s'agit de fournir « les bases d'une alimentation rationnelle pour la population française » sous la forme d'une liste de normes quantifiées devant réguler la consommation alimentaire du « Français moyen »⁹. De même en 1947, Jean Trémolières et le premier directeur de l'INH publient une comparaison des résultats d'enquêtes similaires réalisées dans plusieurs pays d'Europe. Un simple tableau permet alors de croiser les différentes rations, en ligne, et les taux de mortalité, de croissance, les maladies et les analyses cliniques des populations enquêtées, en colonne (Trémolières, Chevallier, 1947).

À la suite de ces premières publications, Trémolières s'attache très vite à critiquer l'approche normative véhiculée par de telles enquêtes, liée selon lui au dévoiement de leur but initial. Alors qu'elles étaient traditionnellement utilisées à des fins administratives, pour établir des standards de ravitaillement ou d'autres politiques ayant trait à la production et la distribution des denrées, « on se mit à utiliser les standards pour déterminer la valeur qualitative de l'alimentation de groupes sociaux, c'est-à-

⁴ Les archives de l'IRH sont conservées au Rockefeller Archive center (RAC), 1.1/700/7/44, Études sur l'état de nutrition de la population à Marseille, première enquête, février-juin 1941, p. 1.

⁵ Pour la constitution de ce dispositif, voir Depecker, Lhuissier, 2016.

⁶ RAC, 1.1/700/7/44, « Études sur l'état de nutrition de la population à Marseille, première enquête (février-juin 1941) ». Ce document contient des exemples de fiches.

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*, p. 1.

⁹ Elles permettent de traduire le Français moyen en individus situés. Par exemple, les femmes « enceintes et allaitantes » représentent 1,1 Français moyen.

dire à les utiliser comme "normes" ». Il insiste sur le dilemme face auquel se trouve tout enquêteur voulant calquer des normes quantifiées sur des comportements socialement différenciés : soit considérer « à peu près que l'ensemble de la population du globe depuis son apparition sur la terre est grossièrement mal nourrie », soit « considérer que ce n'est pas l'alimentation de l'humanité qui est inadéquate, mais plus simplement la méthode [d'enquête] employée » (Trémolières, Serville, Vinit, 1952 : 776).

En 1951, il profite de la journée organisée par le Centre National de Coordination des Études et Recherches en Nutrition et Alimentation (CNERNA) sur le thème des enquêtes alimentaires pour réaffirmer, devant les représentants des principales organisations publiques et privées, son idée selon laquelle les enquêtes contemporaines se trouvent dans une impasse, tant il est vain « de constater qu'une alimentation est critiquable si l'on ne sait pas comment il sera possible de la modifier » (Trémolières *et al.*, 1952 : 75). Il s'agit ainsi d'une rupture majeure avec l'histoire de son institut, concernant les liens entre la réforme des conduites et la mesure des comportements, car c'est bien à la seconde option que vont être consacrés les travaux de la section nutrition de l'INH après la Seconde Guerre mondiale.

Jean Trémolières oppose ainsi deux modèles d'enquête, le « système américain » et le « système marxiste ». Selon lui, le premier vise à étudier des populations statistiques d'un point de vue quantitatif ; elles « peuvent parfois ne rien signifier du tout » car la mobilisation d'une « mesure unique pour les besoins de l'homme, c'est de la dictature ». Le second système s'attache quant à lui « davantage à la vision directe par des responsables insérés dans un milieu donné ». Il n'interdit pas une visée réformatrice car « dans l'enquête doit intervenir un jugement de valeur », mais c'est par la compréhension du milieu spécifiquement étudié qu'elle peut être réalisée¹⁰. Nous montrerons plus bas que le « modèle marxiste » promu par Jean Trémolières, soumettant le « jugement » à la compréhension quasi monographique d'un milieu particulier, correspond plus spécifiquement au modèle d'enquête développé par certains catholiques proches du monde ouvrier.

Cette opposition aux enquêtes statistiques à visée normative se retrouve à l'égard de l'éducation alimentaire telle qu'elle est prônée, par exemple, dans les écoles de diététique. Il s'agit d'un point de désaccord entre Jean Trémolières et la physiologiste Lucie Randoïn de la SSHA, tous deux responsables des études de la première école de diététiciennes parisienne. Pour Jean Trémolières, les diététiciennes doivent surtout contribuer à des enquêtes alimentaires et des expérimentations médicales, ainsi qu'à l'administration de l'alimentation hospitalière. Elles ne doivent pas diffuser des normes préétablies dans la population en bonne santé (Depecker, 2020). Dans un article rédigé pour *Diététique et nutrition*, à l'occasion de la refonte d'une revue devenue l'organe d'expression de l'Association des diététiciennes de langue française, Jean Trémolières prévient :

L'expérience montre qu'il est illusoire de croire qu'on puisse modifier un comportement alimentaire sans changer en même temps tout un contexte psychologique et socio-économique. C'est pourquoi la jeune diététicienne armée de son bagage théorique et arrivant dans une collectivité ou dans un milieu social pour en changer les habitudes alimentaires, me paraît faire une erreur [...]. La connaissance des facteurs qui conditionnent en fait le comportement alimentaire de l'homme social [...] y est fondamentale (Trémolières, 1954 : 39–40)

¹⁰ Archives nationales (AN), 19770621/2, SAGMA, réunion du 16 juin 1959.

Comme le montre cette citation, la rupture introduite par Trémolières porte moins sur la finalité du gouvernement des conduites des consommateurs que sur l'élaboration et la dissémination de pratiques d'enquête propres à restituer les habitudes alimentaires dans des milieux sociaux, en dehors desquels les normes nutritionnelles telles que prônées par la SSHA ou l'INH n'ont pas de sens. Cette nouvelle approche accorde donc toujours aux enquêtes une finalité réformatrice, mais il s'agit avant tout, pour ainsi dire, de réformer les réformateurs.

Sous la direction de Jean Trémolières, la section nutrition de l'INH réoriente en effet une partie de ses enquêtes autour de l'analyse des consommations et des pratiques alimentaires de milieux sociaux spécifiques, et plus particulièrement des milieux ouvriers. En d'autres termes, au contraire des enquêtes précédentes, qui considéraient la population générale ou des sous-catégories découpées selon des critères physiologiques (l'âge, le sexe ou les efforts physiques), les enquêtes qu'il met en œuvre doivent permettre de comprendre comment différents milieux socio-économiques génèrent des comportements et des besoins alimentaires.

Sa position se fonde sur plusieurs expériences menées dans l'immédiat après-guerre qui ont contribué à façonner ce point de vue critique. Cette attention particulière aux milieux sociaux, contre l'usage éducatif ou réformateur des normes et des rations alimentaires, tranche avec les pratiques de la recherche en nutrition jusqu'alors en vigueur. Pour comprendre ce positionnement singulier, il faut revenir à son amitié avec l'abbé Henri Godin. On peut ainsi observer une homologie entre les critiques qu'il formule à l'égard de la conception dominante des « normes alimentaires » et des manières afférentes d'éduquer les populations, qui sont alors défendues à l'INH, et celles qu'il exprime, sous pseudonyme, à l'égard de l'Église, de la hiérarchie catholique et de sa manière de vouloir diriger ou réformer les conduites. S'intéresser à ces éléments biographiques permet d'éclairer des transferts de pratiques entre les expériences pastorales missionnaires catholiques et les enquêtes mises en place par le nutritionniste.

Jean Trémolières et ses réseaux catholiques

Jean Trémolières est en effet un acteur méconnu, mais non négligeable, des réseaux catholiques parisiens inquiets face à la « déchristianisation » de la France. Élevé dans la bourgeoisie catholique du XVI^e arrondissement, engagé à la paroisse Sainte-Clothilde de Paris et au sein de la Conférence Laënnec, il est affecté comme médecin au 1^{er} bataillon du 146^e régiment d'infanterie de forteresse à Tétting (Moselle) de 1938 au 1^{er} octobre 1939, où il côtoie de nombreux militants de la JOC qui animent le foyer du soldat du régiment (Trémolières, 1975 : 30-33). C'est par leur intermédiaire qu'il rencontre l'abbé Henri Godin : « J'ai connu l'Abbé Godin, fin 38, début 39. Il était aumônier du Service malade de la JOC et, tous les jeudis matin, nous avions réunion à la Centrale avec lui, Louis Meyer, André Blambert et André Brion (mort depuis) [...] Remobilisé en mars 1939, je l'ai perdu de vue jusqu'en août 1940. À ce moment, il m'avait fait appeler pour une furonculose qui le gênait. Il était au 7^e de la Centrale » (Daniel, 1946 : 89). La « Centrale » désigne l'immeuble du 12 avenue sœur Rosalie dans le XIII^e arrondissement de Paris où se trouve le secrétariat national de la JOC depuis 1935 (Pierrard, Launay, Trempé, 1984 : 167). Après avoir quitté en 1934 la congrégation des Fils de la Charité « [jugeant] que l'apostolat paroissial tel qu'il l'avait vécu [jusque-là] était inadapté aux besoins d'évangélisation de la classe ouvrière », Henri Godin est « mis à disposition de l'abbé Georges Guérin, aumônier général de la JOC » (Caudron, 2014). Celui-ci lui confie la charge de deux fédérations (Paris-Nord pour les garçons, Vincennes pour les filles), trois sections, un groupe de la Ligue ouvrière chrétienne (LOC) et « divers services nationaux » dont celui des malades où Godin collabore avec le docteur Trémolières (Caudron, 2014).

En raison de ses initiatives pastorales au sein du milieu ouvrier, le père Godin est considéré comme le pionnier de la Mission de Paris, prélude à la Mission de France (Cavalin, Viet-Depaule, 2007). L'ouvrage qu'il signe avec Yvan Daniel, *La France, pays de mission ?* en 1943 (Godin, Daniel, 1943), suscite un grand émoi dans le catholicisme français (Poulat, 1993). Il a également un retentissement fort chez Jean Trémolières. Avec des camarades étudiants, dirigeants scouts ou de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), ce dernier forme un groupe pour expérimenter les intuitions d'Henri Godin au sein de leur propre milieu, plus bourgeois (Jouvenroux, 1946 : 53). La disparition accidentelle d'Henri Godin en 1944 laisse chez le médecin catholique un vide jamais vraiment comblé. Il expose consécutivement sa recherche spirituelle dans deux ouvrages à contenu religieux, écrits sous le pseudonyme de docteur Jouvenroux : *Témoignage sur la spiritualité moderne* en 1946 (Jouvenroux, 1946) et, deux ans plus tard, *Journal d'un catéchumène* (Jouvenroux, 1948). Schématiquement, Jean Trémolières y critique la façon dont est vécu le catholicisme dans le milieu bourgeois. Devant l'impasse que représente à ses yeux la vie paroissiale ou ses œuvres, et même les organisations de l'Action catholique accusées de se cantonner à des projets d'amélioration sociale, le médecin plaide pour des groupes d'échanges et de partage au plus près des réalités quotidiennes de croyants en recherche de sens.

Jean Trémolières doit en grande partie sa vision extrêmement positive de la méthode pastorale d'Henri Godin à l'expérience qu'il a menée auprès de groupes de jeunes préparant les fiançailles, à laquelle l'a associé le jeune prêtre. À l'origine de cette collaboration inédite d'un prêtre, d'un médecin et d'un groupe de jeunes autour de la préparation au mariage se trouve en fait une aventure éditoriale. En 1940, Jean Trémolières est sollicité par Louis Mounier, permanent JOC en charge des Éditions ouvrières, pour participer à la collection « À la découverte de... ». Le principe de cette dernière est d'exposer dans des mots accessibles à des apprentis et des ouvriers les principaux éléments relatifs à un sujet. Deux projets sont confiés au médecin : un sur la tuberculose qu'il signe sous son nom (Trémolières, 1942) et un sur l'amour et la sexualité qu'il signe sous son pseudonyme de Jouvenroux (Jouvenroux, 1942). Ce dernier thème intéresse également son ami Henri Godin qui souhaite l'inclure dans ses brochures intitulées « Jeunesse qui... », elles-mêmes éditées aux Éditions ouvrières. Dans ces ouvrages, l'aumônier de la JOC, en partant du vécu des membres de « l'équipe Jeunesse » qu'il accompagne, cherche à proposer aux jeunes des moyens concrets pour mener leur vie de manière chrétienne. Si la mort prématurée d'Henri Godin empêche toute la série projetée de voir le jour, plusieurs ouvrages sortent dont notamment *Jeunesse qui chante* (Équipe Jeunesse, 1950), *Jeunesse qui vit* (Godin, 1942) et *Jeunesse qui reconstruit* (Godin, 1946).

À la découverte de...l'amour. Jeunesse qui s'épanouit, du docteur Jouvenroux, sort en 1942 au croisement de ces deux projets éditoriaux. Plutôt qu'un manuel exposant la doctrine catholique en matière d'amour et de mariage, l'ouvrage s'inspire de la méthode des enquêtes de l'Action catholique spécialisée et du triptyque « voir, juger, agir » à la base de la pédagogie jociste, qui considère l'enquête comme un instrument de formation : il s'agit d'enquêter pour agir. Le livre repose sur les échanges retranscrits de jeunes gens de l'équipe, accompagnés par Henri Godin et Jean Trémolières. Des « faits de vie » sont identifiés comme situations marquantes qui touchent les apprentis et les ouvriers des deux sexes. Pour l'historienne Martine Sevegrand, c'est en raison du trop grand « lyrisme » du ton et non pour des questions de fond que l'ouvrage ne reçoit pas l'*imprimatur* de l'archevêché de Paris (Sevegrand, 1995 : 124-125). Si dans l'ouvrage du docteur Jouvenroux la morale catholique est sauve, la méthode n'en reste pas moins inédite. *Jeunesse qui s'épanouit* est l'un des premiers exemples connus de livre où la méthode de l'Action catholique spécialisée est appliquée à un sujet aussi brûlant que la sexualité (Favier, 2015).

L'expérience éditoriale de 1942 est poursuivie par Jean Trémolières, toujours sous le pseudonyme de Jouvenroux, dans une deuxième publication qui paraît en 1944 : *Témoignage sur l'amour humain* (Jouvenroux, 1944). L'ouvrage est préfacé par Henri Godin sous le pseudonyme d'Henri Audeux. Au contact d'une équipe d'ouvriers (uniquement des garçons) du XVIII^e arrondissement de Paris, le médecin creuse le sillon initié précédemment, en affirmant « qu'il faut laisser à chacun la responsabilité de sa propre vie et que c'est à chacun à les résoudre dans l'intime de sa conscience, que c'est un monde où tous les modes d'emploi sont à proscrire formellement » (Jouvenroux, 1944 : 4). Pour le médecin, il importe de partir de l'expérience du sujet dans le but qu'il acquière l'autonomie suffisante pour conduire sa vie de manière juste.

Le pseudonymat et la relative discrétion du médecin sur ses attaches confessionnelles en contexte professionnel ont sûrement occulté les multiples liens biographiques que Trémolières entretient avec les expérimentations pastorales du diocèse de Paris. Loin de se limiter à l'aventure éditoriale aux côtés d'Henri Godin et des jeunes militants de la JOC, Jean Trémolières s'inscrit pleinement dans les réseaux de ce que l'historien Yvon Tranvouez a pu étudier comme les « chrétiens du XIII^e arrondissement », où fleurissent de nombreuses « initiatives de clercs et de laïcs qui participent du même esprit, de cette même euphorie spirituelle qui caractérise le mouvement missionnaire de l'immédiat après-guerre » (Tranvouez, 2000 : 273). C'est dans ce quartier de Paris que se situe « la Centrale », siège de la JOC déjà évoqué, où Jean Trémolières collabore avec Henri Godin pour les Éditions ouvrières, ainsi que la communauté des frères dominicains du « 48 » (Avenue d'Italie), où vivent entre 1947 et 1950-52 les deux prêtres dominicains Albert Bouche, supérieur de la mission ouvrière dominicaine et aumônier de la JOC, et Henri Desroches, également engagé à la mission ouvrière dominicaine et dans le mouvement Economie et Humanisme (Pelletier, 1996 : 93 et suivantes, et 229-254). Le médecin va collaborer avec ces derniers, d'abord en faisant appel à des associations filiales d'Économie et Humanisme, puis au sein même du service nutrition de l'INH. Le « 48 » est également l'antenne parisienne du mouvement Économie et Humanisme. Enfin, c'est aussi dans le XIII^e arrondissement que se trouve le couvent Saint-Jacques à partir duquel rayonne le père Marie-Dominique Chenu sur de multiples groupes de laïcs. Il est d'ailleurs le préfacier d'une réédition d'un ouvrage de Jouvenroux en 1946 (Jouvenroux, 1946).

Les questionnements dont font état ces collaborations portent en particulier sur la trop grande verticalité avec laquelle les institutions comme l'Église (ou l'État) s'adressent aux milieux populaires sans prendre en compte leur vécu propre ni les liens unissant une personne à son environnement. Contre une vision de la société où prime l'individu faisant des choix rationnels, ces catholiques engagés sur le terrain de la mission sont sensibles au « milieu » qui conditionne la « personne » et à la nécessité de varier les échelles pour approcher les problèmes sociaux. C'est précisément en replaçant le milieu social au cœur des enquêtes que Jean Trémolières propose une rupture dans les enquêtes de la section qu'il dirige à l'INH. Il ne le fait pas seul, mais s'appuie sur la collaboration avec les deux ex-dominicains, Albert Bouche et Henri Desroche, qui expérimentent tous deux la condamnation par Rome et vont se concentrer sur leurs activités de sociologues. Albert Bouche est évincé de la JOC et de la direction de la revue qu'il avait créée, *Masses ouvrières*. Après avoir occupé un emploi manuel, il accepte de contribuer à une enquête de l'INH sur les budgets ouvriers et collabore pendant plusieurs années avec cet institut (Belouet, 2015 ; Bouche, Bouche, 2006 ; Pelletier, Schlegel, 2012 ; Suaud, Viet-Depaule, 2004 ; Viet-Depaule, 2013). Quant à Henri Desroche, ayant quitté l'ordre et Economie et Humanisme, il poursuit sa carrière de recherche en sciences humaines, d'abord au CNRS puis à l'École Pratique des Hautes Etudes. Il intègre le Centre d'Études sociologiques (CES) en 1951 (Cuchet, 2005 ; Desroche, Paquot, 1992 ; Mary, 2015 ; Mary, 2020 ; Paquot, 2007 ; Pelletier, 1996 ; Poulat, Ravelet, 1997 ; Suaud, Viet-Depaule, 2004).

Jean Trémolières, Henri Desroche et Albert Bouche publient en 1953 un travail intitulé « Remarques sur l'utilisation d'une ration alimentaire-type comme base d'établissement d'un budget-type » dans lequel ils proposent de renverser l'usage principalement sanitaire des enquêtes alimentaires pour les rapprocher d'un usage social ; ils refusent également d'extraire les consommations alimentaires de leur environnement économique plus général (Trémolières, Desroche, Bouche, 1953 : 294). Aussi surprenante soit-elle, cette co-publication unissant un médecin-nutritionniste de l'INH à deux prêtres-ouvriers, dont un sociologue, permet précisément de remonter le fil des réseaux de relations et de montrer la porosité entre institutions religieuses et scientifiques durant cette période, par l'intermédiaire de la pratique de l'enquête.

Inspirations et collaborations catholiques

Les liens noués par Jean Trémolières avec les « chrétiens du XIII^e » de la JOC et de la Mission de Paris – notamment avec Henri Godin, Albert Bouche et Henri Desroches – permettent de mieux comprendre de quelle façon l'Action catholique spécialisée se présente au médecin comme une source d'inspiration relative aux pratiques d'enquête empirique et de ressources pour de futures collaborations. Ce qui s'apparente *a priori* à une rupture du point de vue de l'histoire des enquêtes de l'INH, jusque-là soucieuses d'élaborer une ration moyenne, apparaît dès lors plutôt comme un exemple de transfert. Lorsque Henri Desroche, puis Albert Bouche, viennent grossir les rangs du service nutrition de l'INH pour y élaborer de nouvelles formes d'enquêtes, ils connaissent les modèles d'enquête sociale pratiquée dans les organisations catholiques. Les modifications qu'ils introduisent dans les questionnements entraînent à leur tour une transformation des outils d'enquête (de la pesée à l'entretien et au carnet) et des réseaux d'enquêteurs, qui s'appuient désormais sur un maillage d'institutions liées à des associations catholiques et notamment à Économie et humanisme.

Le rôle central de l'enquête sociale dans les organisations catholiques à l'époque contemporaine a déjà été mis en évidence (Chatelan, 2017 ; Pelletier, 1995). Tel est le cas autour des questions de consommation, comme le montre l'exemple de la Ligue Sociale d'Acheteurs au début du XX^e siècle (Chessel, 2011). Dans d'autres espaces catholiques, tels que les secrétariats sociaux (Chatelan, 2015), les associations d'Action catholique spécialisée¹¹, les associations féminines, les associations de consommateurs, s'expérimentent tout autant de manières d'enquêter. Dans le cas des enquêtes menées au sein de l'INH, il ne s'agit pas toutefois de n'importe quel espace catholique mais bien de l'enquête en milieu ouvrier telle qu'elle est transmise par Henri Godin puis la Mission de Paris, notamment via le « carrefour » des « chrétiens du XIII^e arrondissement » que fréquente Jean Trémolières (Tranvouez, 1990)¹².

Les nouvelles enquêtes de l'INH semblent s'inspirer en partie de celles menées à la JOC et à la Jeunesse Ouvrière Chrétienne Féminine (JOCF) depuis l'entre-deux-guerres, en Belgique puis en France. Cette méthode doit beaucoup au fondateur de la JOC en Belgique, l'Abbé Cardjin, qui enquête lui-même dans différents cadres avant de fonder le mouvement en 1924. L'enquête occupe pour lui « une

¹¹ Sur la place donnée à l'enquête par la pédagogie de l'Action catholique (Duriez, Pelletier, Schlegel, 2012 : 133).

¹² Sur les liens entre Jean Trémolières et la Mission de Paris : Archives historiques de l'archevêché de Paris (AHAP), AZ9-12, Liste manuscrite, noms et adresses de laïques proches de la Mission de Paris, sd et AHAP, AZ9-13, Liste de participants à la réunion du 10 mai 1944. Précisons que les autres organisations de l'Action catholique spécialisée font aussi des enquêtes, mais ce ne sont pas elles qui circulent ici.

place déterminante pour la formation des cadres et des militants », comme le montre le *Manuel de la JOC* réalisé en Belgique et diffusé en France dans les années 1920 (Geerkens, Vigna, 2019 ; Pierrard, Launay, Trempé, 1984 ; Richou 1997 ; Whitney, 2009). Cette méthode a nourri Henri Godin, Albert Bouche et Henri Desroches durant leur période de formation ou lors de leurs responsabilités à la JOC (de 1934 à 1944 pour Henri Godin, de 1935 à 1951 pour Albert Bouche)¹³. Elle est transformée durant leur expérience de « prêtres-ouvriers », où ils vivent et transcrivent aussi le monde ouvrier¹⁴. Elle est enfin nourrie de l'expérience du travail d'enquête mené par Économie et Humanisme, qui se diffuse dans la communauté dominicaine expérimentale du 48 avenue d'Italie puis dans ses sociétés filiales (Pelletier, 2017).

Ces différentes organisations ne sont pas toujours d'accord sur la nature de l'action chrétienne en milieu ouvrier. Le mouvement missionnaire critique la JOC et considère que l'Action catholique a des limites, notamment exposées dans l'ouvrage d'Henri Godin et d'Yvan Daniel. Mais le dominicain Albert Bouche est « l'un des rares à jeter des passerelles entre l'Action catholique et le mouvement missionnaire », et dans ce groupe du XIII^e arrondissement, les approches se confrontent (Cavalin, Viet-Depaule, 2012 : 125-127). Ici, les différents modes d'enquêtes sur le monde ouvrier se complètent et s'échangent. Le *Manuel de la JOC* explique l'importance de partir des « faits » et non de la doctrine : « Au cercle d'études, on ne commencera pas par des définitions abstraites sur la société, le salaire, le travail, le syndicat [...]. Non, mille fois non ! Il faut partir des cas vécus, des événements, racontés concrètement, d'une façon vivante. Il faut poser des questions précises sur la vie le travail des jeunes ouvriers¹⁵. » Dans cette conception de l'enquête, les conditions sociales, de vie et de travail occupent une place centrale.

Même si les méthodes d'enquête catholiques concernent différents milieux sociaux, c'est bien l'enquête telle qu'elle est menée dans les milieux ouvriers qui inspire Jean Trémolières. Il connaît sans nul doute cette « pédagogie du milieu » (Richou, 2006 : 24) et en tire la nécessité d'articuler conditions sociales et conditions de vie, et de prendre en compte les dimensions qualitatives, celles qu'illustrent les « faits de vie » à la JOC (Favier, 2019 : 146-148). Cette démarche qualitative, quasi-ethnographique, n'est pas sans écho avec celle qui est proposée au même moment par Henri Chombart de Lauwe et son équipe au Centre d'études sociologiques (CES), qui collaboreront d'ailleurs avec la section de nutrition par l'intermédiaire d'Henri Desroche. Chombart de Lauwe rencontre à la fin des années 1940 et au début des années 1950, des militants du Mouvement populaire des familles (MPF), du Mouvement de libération du peuple et du Mouvement de libération ouvrière (mouvements qui succèdent au MPF en 1951), au moment même où il travaille, avec d'autres, sur la vie quotidienne des familles ouvrières (Chombart de Lauwe, 1956 ; Chombart de Lauwe, 1986). Il développe ce programme au sein du CES où il a été recruté, en même temps qu'Henri Desroche (Marcel, 2005 ; Heil-

¹³ Lorsqu'il est nommé à la JOC, Henri Godin passe l'année 1934 à Lille à l'École des missionnaires du travail qui a été fondée au sein du secrétariat social du Nord. Il y rencontre l'abbé Cardijn et s'y forme à l'enquête sociale. AHAP, 4Z9-15, Yvan Daniel, « La vie d'Henri Godin », s.d. p. 9. Sur l'École des missionnaires du travail, qui offre une formation aux clercs sur le monde du travail et leur fait faire un rapport de stage sur le monde du travail, voir Ribaut (1977, 1991).

¹⁴ Voir par exemple le compte rendu détaillé qu'Albert Bouche fait de son expérience de mineur à Charleroi en 1933-1934 (Bouche, Bouche, 2006 : 58-100).

¹⁵ Archives départementales des Hauts-de-Seine (AD HdS), BH 441, *Manuel de la JOC*, première édition française, Éditions jocistes, 1930, p. 75.

bron, 1991 ; Tréanton, 1991). Leur pratique d'enquête est par ailleurs nourrie d'une tradition d'enquête empirique sur les budgets ouvriers (Lhuissier, 2020).

Après avoir été contraint d'interrompre la vente de son livre *Signification du marxisme*, sur ordre du Maître général de l'Ordre des frères prêcheurs, Henri Desroche quitte l'ordre dominicain en 1951, pour se marier. Cette même année, il rejoint le Centre d'études sociologiques du CNRS et participe en parallèle à la création de la sous-section sociologie du service nutrition de l'INH. Cela s'inscrit dans la continuation de collaborations antérieures, car Jean Trémolières avait déjà recours à un réseau naissant d'enquêteurs catholiques auquel le père Desroches participait¹⁶. Henri Desroche s'adjoit fin 1952-début 1953 la collaboration d'Albert Bouche lorsque celui-ci, après différents petits travaux et un voyage en Inde entrepris après sa propre éviction, se retrouve démuné. La création d'une « Fondation de nutrition humaine » par Jean Trémolières et Albert Bouche en 1954 semble principalement obéir à la possibilité de dégager un salaire à ce dernier. Reposant sur des capitaux apportés par huit chercheurs et médecins proches collaborateurs de Jean Trémolières (ce dernier et Albert Bouche contribuant deux fois plus que les autres membres), la fondation accueille également des financements privés ou publics comme ceux de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou de Coca Cola. Ils suffisent pour financer le « secteur de la socio-économie de la consommation » à l'INH¹⁷, qui correspond aux enquêtes réalisées par Albert Bouche. Ce dernier devient administrateur unique de la fondation et attaché temporaire de recherche à l'INH. Albert Bouche et Henri Desroche publient alors pour l'INH des textes programmatiques, visant la réforme des enquêtes de la section nutrition, mais reposant sur des expérimentations antérieures au sein même de l'INH (Bouche, Desroche, 1953 ; Trémolières, Claudian, Desroche, 1953 ; Trémolières, Desroche, Bouche, 1953).

Ces collaborations entraînent tout d'abord, dans la pratique d'enquête de la section nutrition, une baisse progressive de la méthode des volontaires au profit d'une approche visant la représentativité de milieux sociaux spécifiques. Selon Albert Bouche et Henri Desroche, cela ne doit pas viser à « déterminer la valeur absolue de certains taux de consommation d'une population » mais bien à « étendre des méthodes de type biologique au domaine socio-économique, c'est-à-dire [à étudier] comment varie une mesure dont la valeur absolue et la signification ne sont pas certaines lorsque varient certaines conditions de vie » (Bouche, Desroche, 1953 : 752). Un tel intérêt pour le milieu suppose également de modifier les outils et la pratique de collecte, et de promouvoir la relation d'enquête plutôt que la collecte impersonnelle à visée représentative. Aux pesées visant à évaluer la consommation de nutriments, se substitue progressivement la méthode des « carnets », en partie inspirée des travaux et débats des savants et réformateurs depuis le XIX^e siècle sur les budgets ouvriers (Lhuissier, 2020), et des travaux, plus récents, produits à la JOC et la JOCF sur les consommations ouvrières (Chessel, Egea, 2019). La section justifie officiellement cette inflexion par des critères de coût et de faisabilité. Albert Bouche indique toutefois que ce nouveau type d'investigation permet aussi « d'amener l'enquêté à apprécier au mieux certains facteurs de son comportement habituel » (Bouche, Desroche, 1953 : 749). En effet les enquêtes par carnet sont suivies d'entretiens visant à faire décrire par la per-

¹⁶ AN, 19920554/19, Lettre de Jean Queneau au révérend père Desroches, 18 mai 1947. C'est à partir du début des années 1950 que le père Desroches choisit de se faire appeler Henri Desroche (Belouet, 2015). Nous suivons ici cette convention, selon la période ou la manière dont il signe ses propres travaux.

¹⁷ AN, 19770621/2, Compte rendu sur les travaux effectués avec l'aide de la Fondation de nutrition humaine en 1954.

sonne enquêtée son environnement socio-économique ainsi que l'ensemble de ses consommations. Il s'agit d'appréhender le « besoin alimentaire », qui, « dans la mesure même où il déborde ainsi la simple appétence pour le nutriment, ne peut être étudié comme *besoin humain* qu'à travers un poste alimentaire corrélatif de l'ensemble d'un budget familial. » Albert Bouche et Henri Desroche annoncent en 1953 que c'est « dans cette ligne que vient d'être créée, au sein de la Section de Nutrition de l'Institut National d'Hygiène, une sous-section de sociologie du comportement alimentaire [...] en vue de faciliter la convergence des disciplines diverses requises pour ce travail. ». Albert Bouche en prend la direction.

Le service nutrition de l'INH se heurte très rapidement au manque de formation à ce type d'enquête de la part des organismes auxquels il recourt traditionnellement. Jean Trémolières doit retourner des questionnaires et demander des précisions sur les milieux sociaux enquêtés, « sans lesquelles il ne nous est pas possible de procéder à des analyses par milieux socio-économiques [...] les emplois de la SNCF vont du Directeur Général au Lampiste, un ébéniste peut être un artisan ou un ouvrier salarié, etc¹⁸. » La constitution de la sous-section de sociologie vise à répondre à cette difficulté et va de pair avec la pérennisation d'un réseau d'enquêteurs eux-mêmes issus du réseau des catholiques du XIII^e arrondissement de Paris. Albert Bouche et Jean Trémolières vont chercher à donner une base professionnelle aux enquêtes qu'ils promeuvent en collaborant avec le groupe Économie et Humanisme, et plus particulièrement avec la Société pour l'application du graphisme et de la mécanographie à l'analyse (SAGMA) de Saint-Étienne, qui devient le partenaire privilégié de la section nutrition de l'INH. Jean Trémolières et les membres de la sous-section de sociologie, principalement Albert Bouche puis Marcel Bresard, intègrent également des groupes de travail d'autres équipes d'enquêtes issues du mouvement Économie et Humanisme, dans l'objectif de conférer un versant statistique, compatible avec la politique institutionnelle de collaboration entre l'INH et l'INSEE, aux pratiques d'enquêtes issues de l'action catholique : l'Institut marseillais de statistiques, de conjoncture et d'analyse (IMSAC)¹⁹, le Centre régional de documentation et de conjoncture et la SAGMA. Jean Trémolières y communique notamment ses considérations sur la nature des besoins de l'homme et sur les jugements de valeurs inhérents à la pratique d'enquête²⁰.

La constitution du réseau nécessaire à la réalisation et la passation des enquêtes dans les marges institutionnelles ne va cependant pas sans tension. Jean Trémolières et Jean Queneau, industriel catholique et proche collaborateur du père Leuret, fondateur de la SAGMA²¹, décident qu'Albert Bouche doit piloter directement les enquêtes menées pour le compte de l'INH²². La section finance plusieurs enquêteurs pour la réalisation pratique des enquêtes et assure les frais correspondants, mais ne parvient jamais à pérenniser le statut des enquêteurs qui souffrent d'un « manque de stabilité sur le plan du statut professionnel²³ ». Malgré les difficultés financières et surtout l'impossibilité de stabiliser le

¹⁸ AN, 19770621/1, Lettre de Jean Trémolières à Mme la directrice de l'école ménagère de l'Assomption, Nancy, 29 mars 1956.

¹⁹ AN, 19770621/1, SAGMA, réunion du 16 novembre 1955.

²⁰ AN, 19770621/2, SAGMA, réunion du mardi 16 juin 1959.

²¹ Sur Jean Queneau et la SAGMA, voir Chatelan (2008).

²² AN, 19770621/3, Lettre de Jean Trémolières à Jean Queneau, 28 novembre 1953.

²³ AN, 19770621/3, Lettre à Jean Renard, 27 septembre 1954.

statut du personnel extérieur à l'INH, qui constitue, à en juger par le volume des échanges épistolaires sur la question, une part considérable du travail de Jean Trémolières et d'Albert Bouche, ces derniers parviennent à mettre en œuvre de nombreuses enquêtes sur les conditions de vie de différents milieux sociaux, puis, dès 1955, à confier à la SAGMA un nouveau versant de leurs collaborations²⁴. Il s'agit « de mettre en marche une série d'enquêtes alimentaires d'un type nouveau, dans le but d'essayer d'analyser le comportement alimentaire du français et notamment son attitude devant certains aliments et groupes d'aliments²⁵ ». Pour de telles enquêtes, c'est Raymond Delprat, proche collaborateur du père Lebreton et d'Économie et humanisme, qui est au départ le « conseiller technique », épaulé par Henri Desroche, puis par Albert Bouche. Jean Renard devient responsable des enquêtes de ce type à la SAGMA depuis le début des années 1950 jusqu'à son départ et son remplacement par Colette Gombervaux en 1956.

Au total, deux nouvelles formes d'enquêtes, qui se rejoignent, sont instaurées par ces collaborations : une approche économique par budgets et une approche sur les motivations des comportements.

La première s'inscrit dans une approche principalement économique et vise à comprendre les variations des dépenses alimentaires selon l'équilibre des budgets familiaux. Ces enquêtes budgétaires se distinguent de celles développées dans les instituts publics à cette période par leur intention monographique. La quantité des aliments consommés et l'aspect nutritionnel des mesures sont réduits à leur plus simple expression. Les rapports et correspondances montrent pourtant qu'elles sont conçues dans le but spécifique de connaître les mécanismes de la « satisfaction des besoins essentiels des hommes et des familles »²⁶, ce qui exprime une complète refonte de la notion de « besoin alimentaire », par rapport aux travaux réalisés quelques années plus tôt. Elles peuvent prendre la forme d'enquêtes dites « sur le conditionnement des habitudes alimentaires » (Trémolières, Vinit, 1951) ou bien des enquêtes plus directement centrées sur le budget d'un milieu social spécifique, par carnets et entretiens.

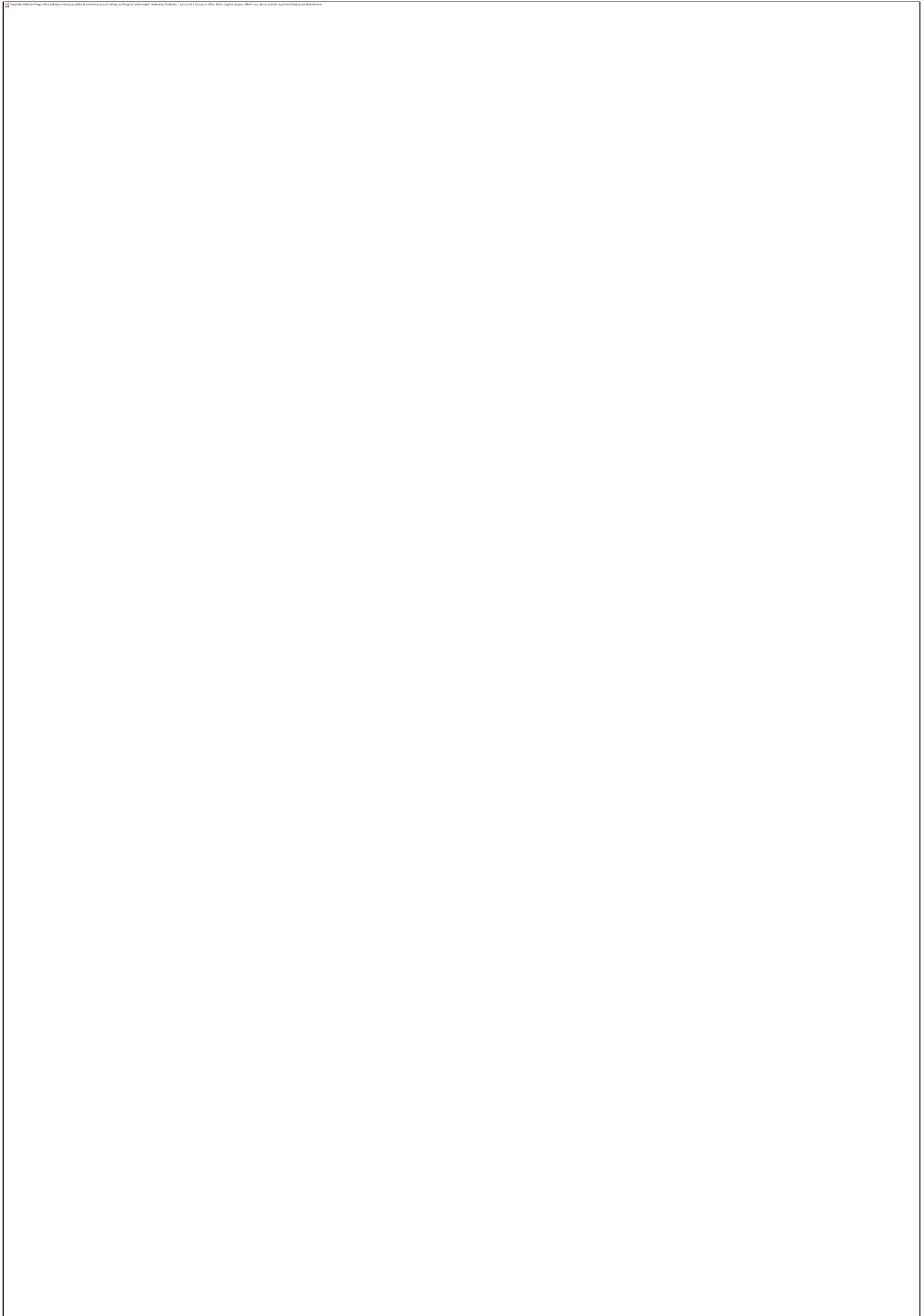
La distribution d'un carnet permet de préciser la consommation journalière, sur le modèle des enquêtes précédentes. Mais au lieu des volets cliniques ou biologiques, cette mesure des consommations est encadrée par une « enquête sociologique », visant tant les caractéristiques sociales que le discours des enquêtés quant à leur alimentation (l'ordre de préférence des plats, la satisfaction quant aux repas consommés par exemple). Elle est complétée par un « entretien sociologique » et un questionnaire visant à apprécier les ressources et l'équipement du ménage, l'entretien de l'habitation (de bon à médiocre) ou le lieu qu'utilisent les enfants pour travailler (document 1). Le document suivant reproduit le questionnaire de renseignement général, trois des sept jours de l'enquête de consommation, et une des deux pages de l'observation socio-économique (la seconde porte sur les dépenses). Un document accompagnant ces formulaires précise qu'ils visent à « approfondir les recherches sur l'importance d'une alimentation équilibrée dans un groupe social²⁷ », ce qui peut être interprété comme une tentative de lier l'intérêt propre au groupe constitué autour de Jean Trémolières, et la politique institutionnelle de l'INH visant à formuler des travaux sur l'état sanitaire de la population.

²⁴ Dans les publications, la participation de la SAGMA est cependant le plus souvent passée sous silence.

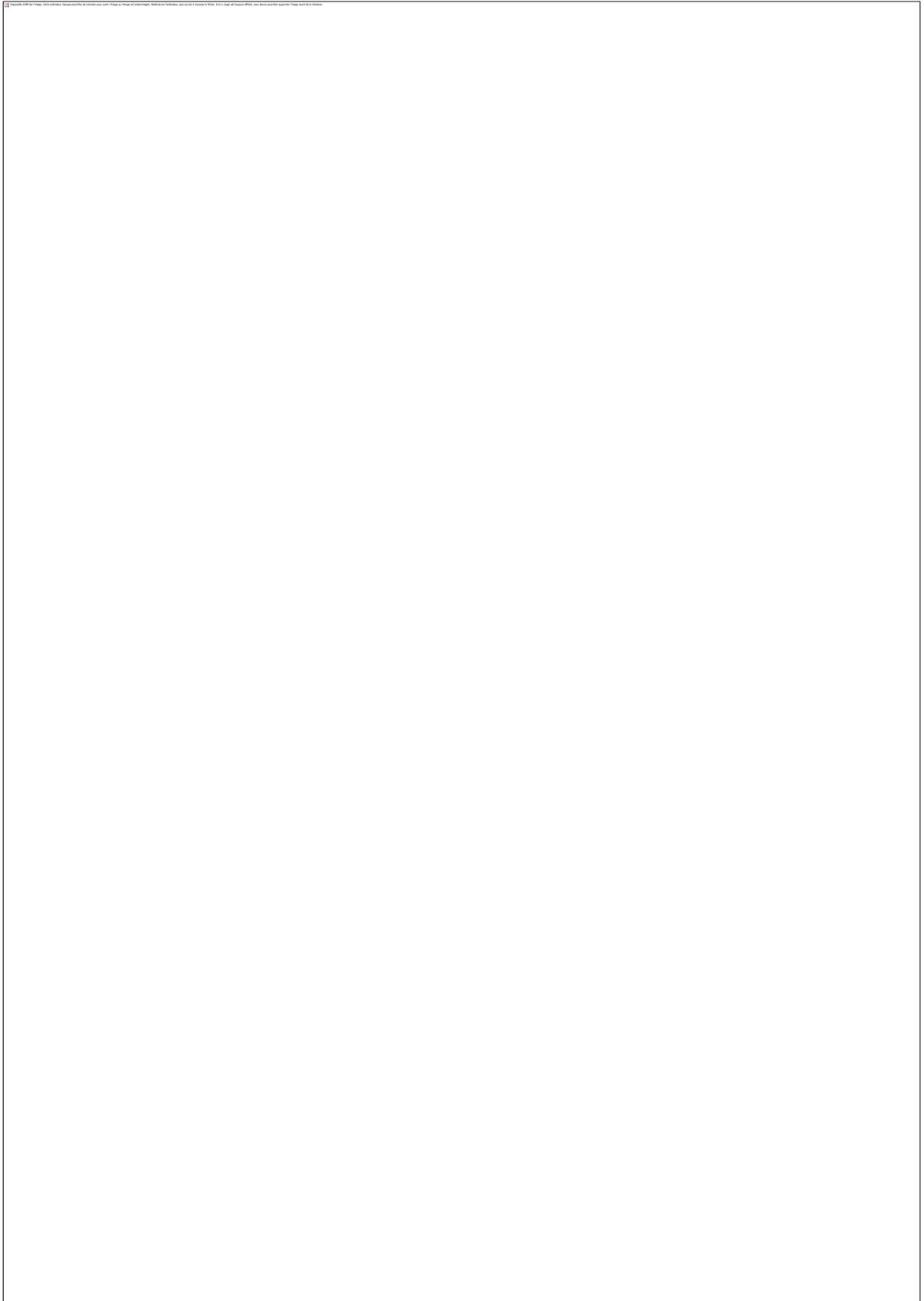
²⁵ AN, 19770621/3, Lettre de Jean Trémolières à Jean Renard, 13 mai 1955.

²⁶ AN, 19920554/19, Note sur l'activité de la SAGMA, s. d., ca. 1948.

²⁷ AN, 19770621/47.



Document 1 : Les nouvelles enquêtes par carnets et questionnaires 1951-1952.
Source : Archives Nationales, 19770621/47.



Document 1 : Les nouvelles enquêtes par carnets et questionnaires 1951-1952. Source : Archives Nationales, 19770621/47.

Groupe :

Mary

N° *2573*

- CENTRE D'ETUDES D'HYGIENE -
MARSEILLE

ETUDE SUR LES LOGEMENTS ET BUDGETS DES FAMILLES

I - LOGEMENT

Nombre de pièces : *1* dont obscures :

Nombre de fenêtres : *1*

Nombre de lits : *1 grand lit 2 lit 1 place - 1 lit enfant - 2 visiteurs*

Entretien : Bon - Mauvais - Médiocre -

Eau courante : Evier - Salle de bain - Douche - Cabinet de toilette -

Eau chaude : Evier - Salle de bain - Douche - Cabinet de toilette -

W.C. : Particulier ou Commun *pour 8 familles*
Dans l'appartement ou Sur le perron ou dans la cour -

Cuisine : Charbon - Coz - Butane - Electricité -

La cuisine est-elle de salle à manger ? - *oui*

Les enfants y travaillent-ils ? - *oui*

Machins à coudre - Fer à repasser électrique - Chauffe-eau -

Autres appareils ménagers :

II - ACTIVITES

1) - PERE : Travail régulier ou irrégulier
Travail sédentaire - Debout - Actif - Très actif - Pénible -
Précision : *travail sédentaire de une à deux heures*
Distance du lieu de travail (I) *30' en trolley*

2) - MERE a) Travail au dehors : mi-temps - temps complet - heures par jour
Distance du lieu de travail (I)

b) Travail chez elle :

c) aidée dans son travail ménager par une personne de sa famille :
par une personne de service :
combien d'heures par jour :

3) - ENFANTS

	Distance à parcourir (I)	Combien de fois par jour	Sport pratiqué
1	<i>5' à pied</i>	<i>à pied bar four</i>	
2			
3			
4			
5			
6			
7			

(I) en temps et moyen de locomotion -

Document 1 : Les nouvelles enquêtes par carnets et questionnaires 1951-

1952. Source : Archives Nationales, 19770621/47.

La seconde forme est constituée par les enquêtes dites sur les « motivations du comportement ». Les enquêtes de l'INH ont étudié jusqu'ici « les taux consommés et les tendances de consommation », mais la collaboration avec les sociologues catholiques tente de « saisir, à travers les expressions du langage populaire spontané, les motivations psycho-sensorielles du comportement alimentaire » (Chombart de Lauwe, Chombart de Lauwe, Benoit, 1954).

Là encore, ces enquêtes et leur multiplication dans les régions reposent sur le modèle de la monographie. La présentation d'une vaste enquête sur les boissons, initiée par Colette Gombervaux et la SAGMA au milieu des années 1950, mais finalement publiée par Marcel Brésard de l'INH en 1958, s'ouvre justement sur une question de méthode. Le responsable de la sous-section de sociologie y affirme qu'il n'est pas possible « d'opérer sur un échantillon à l'échelle nationale, représentatif dans toute l'acception du mot de la population française à étudier », et épingle les instituts publics pour « diluer la réalité dans des moyennes mathématiquement exactes, [tout] en jouant un rôle d'écran entre la réalité et l'image qu'on s'en forme » (Brésard, 1958 : 269-270). Les nouvelles enquêtes de l'INH se présentent donc « sous la forme d'une juxtaposition d'études régionales. C'est de la confrontation générale de résultats, souvent fortement contrastés, se prêtant à des analyses en profondeur, qu'un essai de synthèse pourra être élaboré » (Brésard, 1958 : 270).

Le dispositif des enquêtes de ce type est double. Les « données sociologiques » identifient les parcours sociaux et les caractéristiques du milieu étudié. Le second volet du questionnaire porte sur les pratiques et les raisons de la consommation, plus que sur la mesure de l'ingestion d'alcool ou l'état de santé (qui tend à disparaître des questionnaires de la section).

Les nouveaux questionnaires portent désormais sur des aspects comme la sociabilité ou le sens donné par l'enquêté à sa consommation, mais aussi le rapport à la situation sociale. L'enquêté se voit ainsi demander s'il juge sa consommation de boissons suffisante ou pas, quelles sont les boissons « qui vous paraissent, à vous personnellement, les plus stimulantes », ou bien encore « sur quoi forceriez-vous la dépense » si le budget le permettait (Brésard, 1958). Il ne s'agit donc pas seulement de mesurer la consommation objective de boisson mais également de comprendre la manière dont elle s'inscrit dans l'environnement et les aspirations sociales des enquêtés. Le traitement de cette enquête permet par exemple à l'INH de conclure que « dans bien des cas, la rigidité des structures sociales, le sentiment de l'inutilité de l'effort devant des barrages trop durs à franchir, peuvent être à l'origine de tensions démoralisantes, favoriser chez certains des habitudes de boissons, susciter, par besoin de compensation [sic], la recherche de paradis artificiels » (Brésard, 1958 : 349).

Les enquêtes sur ce modèle peuvent se décliner selon plusieurs consommations (le pain, les matières grasses, les conserves) ou selon des milieux sociaux spécifiques (les mineurs de la région de la région de Saint-Étienne, les dockers de Marseille). Elles portent le plus souvent sur de petits échantillons ou sont conduites à titre expérimental, et nombre d'entre elles n'apparaissent qu'agrégées dans les publications les plus officielles de la section nutrition de l'INH. Il existerait donc une certaine différence entre la section vue par le biais de ses publications institutionnelles et la section en tant que réseau d'enquêteurs. Les formulaires remplis de ces enquêtes sont entièrement disponibles dans un fond extensif de plus de 300 cartons, mais peu mobilisé jusqu'à présent²⁸.

²⁸ AN 19770621/10 à 347.

Sur l'ensemble de ces nouvelles enquêtes, c'est de loin celle sur les boissons qui est considérée comme l'expérience la plus aboutie par la section de nutrition. Elle fournit les bases d'un projet global, qui sera finalement avorté. Très rapidement, d'autres liens que ceux noués autour de la réalisation des enquêtes se tissent entre la section de l'INH et la SAGMA. Cette dernière, persuadée que sa collaboration avec l'INH la conforte dans son « rôle qui consiste à analyser des faits, et à chercher des méthodes²⁹ », tente après l'enquête « boissons » de mobiliser Jean Trémolières pour la diffusion locale du résultat des enquêtes et les dispositifs éducatifs afférents. A l'été 1958, Jean Queneau lui propose un plan de « collaboration plus étroite entre secteurs d'étude et d'action » qui permettrait « une insertion fructueuse dans le réel, aussi nécessaire aux organismes de recherche qu'aux groupes d'action³⁰ ». Ces expériences d'enquêtes et de réforme débouchent à la fin des années 50 sur plusieurs projets de pérennisation. L'un d'entre eux prévoit notamment la constitution d'un groupe de travail d'une vingtaine de personnes, dont quatre d'entre elles seraient directement recrutées par l'INH³¹. D'autres échanges confirment les projets de l'INH de stabiliser le statut des enquêteurs et de leur permettre de couvrir un territoire plus vaste³², tout en promouvant et diffusant dans d'autres institutions la pratique de l'enquête telle que développée par la section.

En 1959 pourtant, Georges Péquignot, un épidémiologiste spécialiste de l'alcoolisme, remplace Jean Trémolières tandis que la section nutrition est reclassée en simple « comité » dont Trémolières juge les conditions « fondamentalement handicapées³³ ». Les enquêtes réalisées sur l'alcoolisme par Péquignot tranchent drastiquement avec l'enquête programmatique « boisson » de 1958, en ce qu'elles relèvent surtout de l'épidémiologie de la cirrhose. Jean Trémolières est alors chargé de diriger « l'unité 1 » de l'INH à l'hôpital Bichat à Paris, dédiée à la recherche clinique concernant les maladies de la digestion. L'INH le relève de fait de ses responsabilités d'enquêtes et d'animation scientifique de la nutrition « contre toute règle et justice³⁴ » et lui impose un travail de recherche clinique. La non-réalisation des projets de consolidation des enquêtes que Jean Trémolières avait développées à l'aide de son réseau catholique et de chercheurs du CES, ainsi que la dissolution progressive de la nutrition au sein de l'INH, entraînent des conflits qui atteignent leur paroxysme lors de la transformation de l'INH en INSERM en 1964. C'est à cette date que Jean Trémolières candidate au professorat du CNAM, tout en gardant dans un premier temps son statut de directeur de l'unité 1 de l'INSERM. Il est finalement reclassé professeur, ce qui lui retire la possibilité de siéger à de nombreuses instances. La perte de son statut est alors vécue par lui comme une éviction de la « mission à laquelle [il a] consacré toute [sa] carrière »³⁵. Depuis cette position, il continue cependant à promouvoir les enquêtes du type précédent, et à leur donner les plateformes nécessaires à leur diffusion, notamment à travers ses *Ca-*

²⁹ AN, 19770621/3, SAGMA, réunion du 15 avril 1958.

³⁰ AN, 19770621/3, Le CRESAL a organisé des journées d'informations..., s. d. (ca. 1958).

³¹ AN, 19770621/1, Compte rendu de la section nutrition, Projet d'enquêtes, mars 1959.

³² AN, 19770621/3, Lettre du chef adjoint de la section nutrition à Mlle Gombervaux, 1er décembre 1960.

³³ Archives du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), dossier Trémolières, lettre de Jean Trémolières au directeur de l'INSERM, 22 juin 1971.

³⁴ Id.

³⁵ Archives du CNAM, dossier Trémolières, lettre de Jean Trémolières au directeur du CNAM, 22 décembre 1971.

hiers de nutrition et de diététique (revue professionnelle francophone toujours publiée), mais aussi grâce aux « Journées nutrition » et à la Société de nutrition et de diététique de langue Française.

Conclusion

S'intéresser au parcours de Jean Trémolières permet de mieux comprendre les transformations que celui-ci initie dans les pratiques d'enquêtes de l'Institut national d'hygiène. Sa rencontre avec Henri Godin est déterminante dans la réorientation de son engagement religieux et se répercute dans le contenu même des enquêtes qu'il conduit au sein de la section nutrition de son institut. Son expérience d'auteur, sous le pseudonyme de Jouvenroux, s'ajoute à sa fréquentation des « chrétiens du XIII^e ». Cela l'acculture à la pratique de l'enquête qui se construit alors à la JOC et qui circule via Albert Bouche et Henri Desroche. Ces derniers ne sont pas seulement des inspireurs, mais deviennent des collaborateurs directs. Nourrie des expérimentations d'enquête au sein de la JOC mais aussi de celles menées au sein du Centre d'études sociologiques auquel sont associés Albert Bouche et Henri Desroche, la section nutrition de l'INH propose des manières d'enquêter sur l'alimentation qui tranchent avec les enquêtes préalablement développées dans le champ de la nutrition. Elle introduit la notion de milieu social là où elle avait disparu, s'inspirant à la fois des méthodes prônées par les sociologues du CES et de l'approche par « milieu » proposée par l'Action catholique spécialisée, nourrie d'une démarche marxiste mettant l'accent sur le monde ouvrier. La section nutrition est ainsi au cœur de transformations dans le monde de la sociologie et de l'expertise dans les années 1950, bien que les projets visant à l'instituer comme point de rencontre original des expériences d'enquêtes des instituts publics et des milieux catholiques sont abandonnés lors de la transformation de l'INH en INSERM en 1964.

L'analyse de ces ruptures méthodologiques éclaire un point aveugle de l'histoire de l'INH et de la nutrition, et plus généralement des liens qui existent entre l'action catholique spécialisée et les instituts publics après la Seconde Guerre mondiale, là où l'historiographie a surtout été attentive à la dimension nationale qu'acquière leurs grandes enquêtes de consommation. Elle met au contraire en exergue le rôle majeur, mais peu apparent dans les documents les plus officiels, joué par des institutions intermédiaires telles que la SAGMA dans le dispositif d'enquête de l'INH et dans les débouchés institutionnels qu'elle fournit aux sociologues catholiques qu'elle réunit³⁶. Pour cela, nous avons formulé l'hypothèse d'une « matrice catholique » qui favoriserait la circulation d'idées et de méthodes entre plusieurs univers en dialogue, par le biais d'individus tels que Jean Trémolières mais aussi ses collaborateurs, notamment Albert Bouche et Henri Desroche. Tout en intégrant les outils statistiques qui se développent au même moment dans les instituts de recherche nationaux, l'INH expérimente en effet des méthodes et des usages particuliers des enquêtes, mettant l'accent sur l'importance du milieu social, la méthode monographique et les carnets d'enquête. En contribuant à différentes historiographies (histoire religieuse, histoire de la consommation, histoire des sciences sociales), cet article rend compréhensible un point obscur de l'histoire des enquêtes à l'INH. Il permet également de revisiter un moment particulier de l'histoire religieuse, où les anciens prêtres-ouvriers passent à la vie laïque et utilisent leur expertise dans le monde scientifique.

Cette démarche, qui consiste à mieux comprendre les circulations entre religion, recherche en sciences sociales et enquêtes sur les consommations dans les années 1950 et 1960, mériterait d'être étendue, par exemple à l'étude des associations de consommateurs qui sont nombreuses à avoir leurs racines

³⁶ La SAGMA devient en 1958 le « Centre de Recherches et d'Études Sociologiques Appliquées de la Loire » (CRESAL), reconnu par le CNRS dans les années 1970 puis finalement intégré au Centre Max Weber de Lyon en 2007. Voir notamment Micoud (2009) et Ion (1989).

dans des espaces catholiques. Elle mériterait également d'être appliquée à la reconstitution de très nombreuses enquêtes effectuées par la section de nutrition durant cette période, le plus souvent concaténées dans des rapports qui visent à en gommer les spécificités. En effet l'histoire des méthodes d'enquêtes de consommation n'apparaît pas comme une histoire linéaire mais plutôt comme un ensemble d'expérimentations et d'aller-retour.

D'autres éléments de contexte doivent être pris en compte pour comprendre ce qui se joue dans ces circulations. Dans les années 1950, se développent aussi des travaux de sociologie religieuse qui se nourrissent de travaux scientifiques et qui les fertilisent (voir entre autres Chatelan, 2017 ou Chenu, 2011). On l'a vu, la création de structures publiques et de recherche offre des débouchés professionnels pour des anciens prêtres ou des militants catholiques cherchant à se construire une nouvelle carrière. Il ne faut pas sous-estimer ces changements structurels qui influencent les carrières au carrefour des espaces, en France comme dans d'autres pays. Dans l'après-guerre, aux États-Unis, des sociologues catholiques s'organisent et leur expertise trouve un écho lorsque les Kennedy arrivent au pouvoir (Kivisto, 1989). En Belgique, des catholiques participent à la transformation de la sociologie après-guerre à l'Université catholique de Louvain (Vanderpelen-Diagre, 2017). Aux Pays-Bas et en Allemagne, les évêques s'appuient sur les enquêtes de prêtres sociologues pour prendre certaines décisions (Dols, 2015 ; Ziemann, 2014). Il serait intéressant de pouvoir comprendre s'il y a des spécificités dans le cas français et si oui, lesquelles.

Marie-Emmanuelle Chessel
CSO, SciencesPo

Thomas Depecker
CMH, INRAE
thomas.depecker@inrae.fr

Anthony Favier
LARHRA, CNRS

Anne Lhuissier
CMH, INRAE

Odile Macchi
Observatoire SamuSocial, CEMS

Bibliographie

Sources imprimées

BOUCHE Albert, BOUCHE Monique, 2006, *Albert Bouche (1909-1999), un frontalière en liberté : de la culture ouvrière aux déceptions du progressisme chrétien*, Paris, L'Harmattan.

BOUCHE Albert, DESROCHE Henri, 1953, « Les enquêtes alimentaires en France. Aperçus bibliographiques et méthodologiques », *Bulletin de l'INH*, 8, p. 705-757.

- BRESARD Marcel, 1958, « Présentation d'une enquête sur la consommation des boissons en France », *Bulletin de l'INH*, 13, p. 267-350.
- CHEVALIER André, TREMOLIERES Jean, 1947, « Enquêtes sur l'état de la nutrition des populations pendant la guerre dans certains pays d'Europe », *Annales de la nutrition et de l'alimentation*, 1, p. 215-256.
- CHOMBART DE LAUWE Paul-Henry, 1956, *La vie quotidienne des familles ouvrières : recherches sur les comportements sociaux de consommation*. Paris, Letouzey.
- CHOMBART DE LAUWE Paul-Henry, 1986, « Les mouvements ouvriers et la recherche. Souvenirs des années 50 », *Les Cahiers du GRMF*, 4, p. 226-228.
- CHOMBART DE LAUWE Paul-Henry, CHOMBART DE LAUWE Marie-José, BENOIT Olivier, 1954, « Étude sur certaines motivations du comportement alimentaire. I. Ménages ouvriers », *Bulletin de l'INH*, 9, p. 119-132.
- DANIEL Yvan (éd.), 1946, *Témoignages sur l'abbé Godin*, Paris, Les Éditions ouvrières.
- DESROCHE Henri, PAQUOT Thierry, 1992, *Mémoires d'un faiseur de livres : entretiens et correspondances avec Thierry Paquot* (août 1991), Paris, Lieu commun.
- Équipe Jeunesse, 1950, *Jeunesse qui chante, recueil illustré de 163 succès modernes*. Paris, Les Éditions ouvrières.
- GODIN Henri, 1942, *Jeunesse qui vit*, Paris, Les Éditions ouvrières.
- GODIN Henri, 1946, *Une jeunesse nouvelle : Jeunesse qui reconstruit*, Paris, Les Éditions ouvrières.
- GODIN Henri, DANIEL Yvan, 1943, *La France, pays de mission ?*, Lyon, les Éditions de l'Abeille.
- JOUVENROUX Dr, 1942, *À la découverte... de l'amour. Jeunesse qui s'épanouit*, Paris, Les Éditions ouvrières.
- JOUVENROUX Dr., 1944, *Témoignage sur l'amour humain. Étude médico-psychologique*, Paris, Les Éditions ouvrières.
- JOUVENROUX Dr, 1946, *Témoignages sur la spiritualité moderne*, Préface de M. D. Chenu, Paris, Le Liseron.
- JOUVENROUX J. dr, 1948, *Journal d'un catéchumène : 1946-1947*, Préface du R. P. Maydiou, Paris, Les Éditions du Cerf.
- TREMOLIERES Jean, 1942, *À la découverte de... la tuberculose, fléau social*, Paris, Les Éditions ouvrières.
- TREMOLIERES Jean, 1954, « Le sens du mot "diététique" », *Diététique et Nutrition*, 5.
- TREMOLIERES Jean, 1975, *Partager le pain*, Paris, Robert Laffont.
- TREMOLIERES Jean, CHEVALLIER André, 1947, « Enquêtes sur l'état de nutrition des populations pendant la guerre dans certains pays d'Europe », *Annales de la nutrition et de l'alimentation*, 1, p. 215-256.
- TREMOLIERES Jean, CLAUDIAN Jean, DESROCHE Henri, 1953, « Contribution des enquêtes sociologiques sur l'alimentation à l'étude du comportement alimentaire de l'homme », in *Les Problèmes actuels de la nutrition*, Bâle, Birkhäuser, p. 13-35.

- TREMOLIERE Jean, DESROCHE Henri, BOUCHE Albert, 1953, « Remarques sur l'utilisation d'une ration-type comme base de l'établissement d'un budget-type », *Bulletin de l'INH*, 8, p. 283-307.
- TREMOLIERES Jean, PEQUIGNOT Georges, VINIT Françoise, SERVILLE Yvonne, 1952, « Les enquêtes sur la consommation alimentaire. Intérêt pour la santé publique et le bien-être social », in *Les Enquêtes de consommation en France*, Paris, CNRS, CNERNA, p. 59-94.
- TREMOLIERES Jean, SERVILLE Yvonne, VINIT Françoise, 1952, « Étude sur la ration alimentaire type à préconiser pour le Français », *Bulletin de l'INH*, 7, p. 767-825.
- TREMOLIERES Jean, VINIT Françoise, 1951, « Enquête sur le conditionnement des habitudes alimentaires », *Bulletin de l'INH*, 6, p. 652-689.

Bibliographie

- BELOUET Éric, 2015, « Bouche Albert », *Dictionnaire biographique des frères prêcheurs. Dominicains des provinces françaises (XIX^e-XX^e siècles)*, <http://journals.openedition.org/dominicains/153> (consulté le 11 octobre 2021).
- BLONDIAUX Loïc, 1998, *La fabrique de l'opinion : une histoire sociale des sondages*, Paris, Éditions du Seuil.
- BOULAT Régis, 2019, « “Nous sommes aux bords d'un univers statistique quasiment inconnu” : le Crédoc et la quantification de la consommation (France, années 1950) », *Les Études sociales*, 169, p. 153-175.
- CAVALIN Tanguy, VIET-DEPAULE Nathalie, 2007, *Une histoire de la Mission de France : la riposte missionnaire, 1941-2002*, Paris, Karthala.
- CAVALIN Tanguy, VIET-DEPAULE Nathalie, 2012, « La mission ouvrière : la justification religieuse d'un déplacement à gauche (1940-1955) », in D. Pelletier, J.-L. Schlegel (dir.), *À la gauche du Christ. Chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, p. 103-130.
- CAUDRON André, 2014 [2010], « Godin Henri, Joseph, Félix », *Maitron en ligne*, <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article88364> (consulté le 11 octobre 2021).
- CHATELAN Olivier, 2008, « Expertise catholique et débuts de l'aménagement du territoire à Lyon (1945-1957) », *Chrétiens et sociétés*, 15, p. 107-128.
- CHATELAN Olivier, 2015, « Un catholicisme social omniprésent mais peu connu : Les secrétariats sociaux en France, des origines aux années 1960 », *Chrétiens et sociétés*, 22, p. 247-266.
- CHATELAN Olivier, 2017, « Introduction [au dossier Sociologies catholiques] », *Archives de sciences sociales des religions*, 179, p. 17-24.
- CHENU Alain, 2011, « Les enquêteurs du dimanche. Revisiter les statistiques françaises de pratique du catholicisme (1930-1980) », *Histoire et Mesure*, 26, p. 175-219.
- CHESEL Marie-Emmanuelle, 2011, « Genre, consommation et enquêtes sociales : la Ligue sociale d'acheteurs au début du XX^e Siècle » in C. Charle, J. Vincent (dir.), *La Société civile : savoirs, enjeux et acteurs en France et en Grande-Bretagne, 1780-1914*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 293-314.

- CHEssel Marie-Emmanuelle, EGEA Anna, 2019, « Céline Lhotte, Elisabeth Dupeyrat, “La préparation du futur de la jeune travailleuse”. Restitution d’une enquête de la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (1937). Présentation d’un document », *Les Études sociales*, 169, p. 197-232.
- CUCHET Guillaume, 2005, « Nouvelles perspectives historiographiques sur les prêtres-ouvriers (1943-1954) », *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, 87, p. 177-187.
- DEPECKER Thomas, 2014, *La loi des Tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIX^e-XX^e siècles*, thèse de doctorat de sociologie, Paris, EHESS.
- DEPECKER Thomas, 2020, « Réforme des conduites et formations de diététique après la Seconde Guerre mondiale », in G. Comoretto, A. Lhuissier, A. Maurice (dir.), *Quand les cantines se mettent à table. Commensalité et identité sociale*, Paris, Quae, Educagri, p. 121-137.
- DEPECKER Thomas, LHUISSIER Anne, 2015, « Jean Trémolières, 1913-1976 », *Journal of Nutrition*, 145, p. 1-4.
- DEPECKER Thomas, LHUISSIER Anne, 2016, « La reconfiguration des enquêtes et des normes alimentaires en France : le service nutrition de l’Institut national d’hygiène », *Sciences sociales et santé*, 34, p. 5-36.
- DESROSIERES Alain, 2003, « Du Travail à la consommation : l’évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », *Journal de la société de statistique de Paris*, 144, p. 75-111.
- DESROSIERES Alain, 1989, « L’opposition entre deux formes d’enquête : monographie et statistique », *Cahiers du Centre d’Études de l’emploi*, 33, p. 1-9.
- DOLS Chris, 2015, *Fact Factory. Sociological Expertise and Episcopal Decision Making in the Netherlands, 1946-1972*, Nijmegen, Valkhof Pers.
- DURIEZ Bruno, PELLETIER Denis, SCHLEGEL Jean-Louis, 2012, « Action catholique rurale et ouvrière et engagement social : à distance de la politique » in D. Pelletier, J.-L. Schlegel (dir.) *À la gauche du Christ. Chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, p. 131-146.
- FAVIER Anthony, 2015, *Égalité, Mixité, Sexualité : Le genre et l’intime chez de jeunes catholiques du mouvement de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC-F), dans les années 68 (1954-1986)*, thèse de doctorat d’histoire, Université Lyon 2.
- FAVIER Anthony, 2019, « La révision de vie », *Archives de sciences sociales des religions*, 186, p. 141-162.
- GEERKENS Éric, VIGNA Xavier, 2019, « Les enquêtes jocistes en Belgique et en France, c. 1925-c. 1940 » in N. Hatzfeld, I. Lespinet, X. Vigna, E. Geerkens (dir.), *Enquêtes ouvrières dans l’Europe contemporaine, entre pratiques scientifiques et passions politiques*, Paris, La Découverte, p. 426-442.
- HEILBRON Johan, 1991, « Pionniers par défaut ? Les débuts de la recherche au Centre d’études sociologiques (1946-1960) », *Revue française de sociologie*, 32, p. 365-379.
- HORN Gerd-Rainer, 2015, *The Spirit of Vatican II. Western European Progressive Catholicism in the Long Sixties*, Oxford University Press, Oxford.

- HORN Gerd-Rainer, TRANVOUEZ Yvon, 2016, « L'esprit de Vatican II : catholiques de gauche en Europe occidentale dans les années 1968. Introduction », *Histoire@Politique [en ligne]*, 30.
- IGO Sarah E., 2007, *The Averaged American: Surveys, Citizens, and the Making of a Mass Public*, Cambridge, Harvard University Press.
- ION Jacques, 1989, « “Ingénieurs sociaux” et sciences sociales appliquées. Le groupe EH de Saint-Étienne de 1944 à 1953 », *Économie et humanisme*, 307, p. 519.
- KIVISTO Peter, 1989, “The Brief Career of Catholic Sociology”, *Sociology of religion*, 50, p. 351-361.
- LHUISSIER Anne, 2013, « “Étudier les coutumes alimentaires françaises, dépister les insuffisances” : Le Service des enquêtes nationales sur l'alimentation (1936-1941) », in T. Depecker, A. Lhuissier, A. Maurice (dir.), *La Juste mesure. Une sociologie historique des normes alimentaires*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, Presses universitaires François Rabelais, p. 191-214.
- LHUISSIER Anne, 2020, *Le budget et la ration. Maurice Halbwachs et la quantification alimentaire (1907-1937)*, mémoire inédit d'Habilitation à diriger des recherches en sociologie, Université d'Évry.
- MARCEL Jean-Christophe, 2005, « Le déploiement de la recherche au Centre d'études sociologiques (1945-1960) », *La revue pour l'histoire du CNRS*, 13, <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/1656> (consulté le 11 octobre 2021).
- MARIOT Nicolas, 2017, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Points.
- MARY André, 2015, « Henri Desroche(s) : matériaux pour une bioscopie », *Archives de sciences sociales des religions*, <http://journals.openedition.org/assr/26997> (consulté le 11 octobre 2021).
- MARY André, 2020, « Henri Desroche, Le mal de la frontière », *Archives de sciences sociales des religions*, hors-série, p. 41-81.
- MICOUD André, 2009, « La sociologie comme science appliquée. Retour sur une expérience, le cas du Crésal, Saint-Étienne, 1958-2007 », *Pour l'histoire des sciences de l'homme*, 33, p. 2433.
- PAQUOT Thierry, 2007, « Récits de vie et conquête de soi : Henri Desroche et Paul-Henry Chombart de Lauwe » *Hermès, La Revue*, 48, p. 155-161.
- PELLETIER Denis, 1995, « Engagement intellectuel catholique et médiation du social. L'enquête monographique de Le Play à Leuret », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 13, p. 25-45.
- PELLETIER Denis, 1996, *Économie et humanisme, de l'utopie communautaire au combat pour le Tiers-Monde, 1941-1966*, Paris, Éditions du Cerf.
- PELLETIER Denis, 2017, « Entre expertise économique et pastorale catholique. Louis-Joseph Leuret et la sociologie religieuse (1951-1958) », *Archives de sciences sociales des religions*, 179, p. 167-192.
- PELLETIER Denis, 2018, « Les catholiques français et le marxisme, des années 1930 au “moment 68” », in J.-N. Ducange, A. Burlaud (dir.), *Marx, une passion française*, Paris, La Découverte, p. 306-319.

- PELLETIER Denis, SCHLEGEL Jean-Louis (dir.), 2012, *À la gauche du Christ. Chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil.
- PIERRARD Pierre, LAUNAY Michel, TREMPÉ Rolande, 1984, *La JOC : regards d'historiens*, Paris, Les Éditions ouvrières.
- POLLAK Michaël, 1979, « Paul F. Lazarsfeld, fondateur d'une multinationale scientifique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 25, p. 45-59.
- POULAT Émile, 1993, « Tradition, choc et percée. "La France, pays de mission ?" », *Masses ouvrières*, 451, p. 7-18.
- POULAT Émile, RAVELET Claude (dir.), 1997, *Henri Desroche, un passeur de frontières : hommage*, Paris, L'Harmattan.
- RIBAUT Jean-Pierre, 1977, « Au service du monde du travail : De l'école des missionnaires du travail à l'école des missionnaires d'action catholique et d'action sociale. Les Mémoires de fin d'année des étudiants (1932-1973) », *Mélanges de science religieuse*, 2, p. 109-128.
- RIBAUT Jean-Pierre, 1991, « Les débuts de l'école des missionnaires du travail », *Revue du Nord*, 290-291, p. 365-374.
- RICHOU Françoise, 1997, *La jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.) : genèse d'une jeunesse militante*, Paris, France.
- RICHOU Françoise, 2006, « La JOC : Une pédagogie de l'engagement », *Les cahiers du GRMF*, 14, p. 21-28.
- SEVEGRAND Martine, 1995, *Les enfants du bon Dieu : les catholiques français et la procréation au XX^e siècle*, Paris, Albin Michel.
- SUAUD Charles, VIET-DEPAULE Nathalie, 2004, *Prêtres et ouvriers : une double fidélité mise à l'épreuve, 1944-1969*, Paris, Karthala.
- TRANVOUEZ Yvon, 1990, « Mission et progressisme. Les chrétiens du XIII^e arrondissement de Paris (1950-1954) », *Le Supplément : revue trimestrielle*, 173, p. 25-45.
- TRANVOUEZ Yvon, 2000, *Catholiques et communistes : la crise du progressisme chrétien, 1950-1955*, Paris, Éditions du Cerf.
- TREANTON Jean-René, 1991, « Les premières années du Centre d'études sociologiques (1946-1955) », *Revue française de sociologie*, 32, p. 381-404.
- VANDERPELEN-DIAGRE Cécile, 2017, « Des chiffres et des hommes : Les catholiques belges et la sociologie universitaire (1939-1970) », *Archives de sciences sociales des religions*, 179, p. 129-146.
- VIET-DEPAULE Nathalie, 2013 [2008], « Bouche Albert, Dominique, Joseph », *Maitron en ligne*, <https://maitron.fr/spip.php?article17391> (consulté le 11 octobre 2021).
- WHITNEY Susan B., 2009, *Mobilizing youth: communists and Catholics in interwar France*, Durham, Duke university press.
- ZIEMANN Benjamin, 2014, *Encounters with Modernity: The Catholic Church in West Germany, 1945-1975*, traduction de l'allemand vers l'anglais par A. Evans, New York, Berghahn Books.

Liste des sigles

CES – Centre d'études sociologiques

CNAM – Conservatoire national des arts et métiers

CNERNA – Centre national de coordination des études et recherches en nutrition et alimentation

CREDOC – Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie

IMSAC – Institut marseillais de statistiques, de conjoncture et d'analyse

INED – Institut national d'études démographiques

INH – Institut national d'hygiène

INSEE – Institut national de la statistique et des études économiques

INSERM – Institut national de la santé et de la recherche médicale

IRH – Institut de recherche d'hygiène

JEC – Jeunesse étudiante chrétienne

JMC – Jeunesse maritime chrétienne

JOC – Jeunesse ouvrière chrétienne

JOCF – Jeunesse ouvrière chrétienne féminine

LOC – Ligue ouvrière chrétienne

MPF – Mouvement populaire des familles

SAGMA – Société pour l'application du graphisme et de la mécanographie à l'analyse

SSHA – Société scientifique d'hygiène alimentaire

Les enquêtes de consommation initiées par l'Institut national d'hygiène (INH) sont adossées dès l'après-guerre à des positions critiques concernant les normes et les usages politiques des enquêtes précédemment réalisées. Ces critiques sont en particulier portées par Jean Trémolières, le directeur de la section nutrition de l'Institut, qui va s'inscrire tant à rebours du mouvement de quantification de l'alimentation tel qu'il s'élabore dans l'appareil statistique national d'après-guerre, que de celui de diffusion de normes de conduites quantifiées au sein de la population. Il développe dans ce cadre un dispositif de collecte à la croisée de préoccupations nutritionnelles et de savoirs faïres sociologiques et catholiques en matière d'enquête et de connaissance des milieux ouvriers. Comprendre ces transformations conduit à s'intéresser au parcours de ce jeune médecin, et plus particulièrement à sa rencontre avec Henri Godin pendant la guerre, qui se révèle déterminante et se répercute sur le contenu même des enquêtes conduites au sein de la section nutrition de son Institut. En particulier, la fréquentation des « chrétiens du XIII^e arrondissement de Paris » l'acculture à la pratique de l'enquête qui se construit alors à la JOC et qui circule via Albert Bouche et Henri Desroche, qui deviennent des collaborateurs de la section nutrition au début des années 1950. Nourrie des expérimentations d'enquête au sein de la JOC mais aussi de celles menées au sein du Centre d'études sociologiques (CES) auquel les deux hommes sont associés, la section nutrition de l'INH propose des manières d'enquêter sur l'alimentation qui tranchent avec les enquêtes préalablement

développées dans le champ de la nutrition. Elle introduit la notion de milieu social là où elle avait disparu, s'inspirant à la fois des méthodes prônées par les sociologues du CES et de l'approche par « milieu » proposée par l'Action catholique spécialisée. C'est en ce sens que nous proposons d'aborder la rupture introduite dans les pratiques d'enquête de l'INH en faisant l'hypothèse d'une « matrice catholique ». En utilisant ce terme, nous nous intéressons moins à une croyance religieuse qu'à un espace social, où des catholiques se confrontent à la question ouvrière et plus généralement celle des milieux sociaux.

Mots-clés : action catholique spécialisée, alimentation, Henri Desroche, enquêtes, Jean Trémolières.

The “Catholic matrix” of consumer surveys at the National Institute of Hygiene (1945-1964)

The consumer surveys initiated by the National Institute of Hygiene (INH) were backed up after the war by critical positions concerning the standards and political uses of the surveys previously carried out. These criticisms are in particular carried by Jean Trémolières, the director of the nutrition section of the Institute, who will go against the movement of quantification of food as it is developing in the national statistical apparatus. post-war, than that of the dissemination of quantified standards of conduct within the population. In this context, it is developing a collection system at the crossroads of nutritional concerns and sociological and Catholic know-how in terms of investigation and knowledge of working-class circles. Understanding these transformations leads us to take an interest in the career of this young doctor, and more particularly his meeting with Henri Godin during the war, which proved to be decisive and has repercussions on the very content of the surveys conducted within the nutrition section of his Institute. In particular, the frequentation of “Christians of the 13th arrondissement of Paris” acculture in the practice of the survey which was then built at the JOC and which circulated via Albert Bouche and Henri Desroche, who became collaborators of the nutrition section at the beginning of the 1950s Nourished by investigative experiments within the JOC but also by those carried out within the Center for Sociological Studies (CES) with which the two men are associated, the nutrition section of the INH suggests ways of investigating the 'food which contrasts with the surveys previously developed in the field of nutrition. It introduces the notion of social environment where it had disappeared, drawing inspiration both from the methods advocated by sociologists at the CES and from the “environment” approach proposed by the Specialized Catholic Action. It is in this sense that we propose to approach the rupture introduced in the investigative practices of the INH by making the hypothesis of a “Catholic matrix”. By using this term, we are interested less in a religious belief than in a social space, where Catholics are confronted with the working-class question and more generally that of social circles.

Keywords: specialized Catholic action, food, Henri Desroche, surveys, Jean Trémolières.

La “matriz católica” de las encuestas de consumidores en el Instituto Nacional de Higiene (1945-1964)

Las encuestas a consumidores iniciadas por el Instituto Nacional de Higiene (INH) fueron respaldadas después de la guerra por posiciones críticas sobre los estándares y usos políticos de las encuestas realizadas anteriormente. Estas críticas las hace en particular Jean Trémolières, director de la sección de nutrición del Instituto, que irá en contra del movimiento de cuantificación de los alimentos tal y como se desarrolla en el aparato estadístico nacional. De posguerra, que el de la difusión de estándares cuantificados de conducta dentro de la población. En este contexto, está desarrollando un sistema de recolección en la encrucijada de las preocupaciones nutricionales y el saber hacer sociológico y católico en términos de investigación y conocimiento de los círculos obreros. Entender estas transformaciones nos lleva a interesarnos por la carrera de este joven médico, y más en particular su encuentro con Henri Godin durante la guerra, que resultó ser determinante y repercute en el contenido mismo de las encuestas realizadas dentro del apartado de nutrición de su Instituto. En particular, la frecuentación de la cultura “cristianos del distrito 13 de París” en la práctica de la encuesta que entonces se construyó en el JOC y que circuló a través de Albert Bouche y Henri Desroche, que se convirtieron en colaboradores de la sección de nutrición a principios de la década de 1950. por experimentos de investigación dentro del JOC, pero también por los llevados a cabo dentro del Centro de Estudios Sociológicos (CES) con el que están asociados los dos hombres, la sección de nutrición del INH sugiere formas de investigar la 'comida que contrasta con las encuestas desarrolladas previamente en el campo de la nutrición. Introduce la noción de medio social donde había desaparecido, inspirándose tanto en los métodos propugnados por los sociólogos en el CES como en el enfoque “medio” propuesto por la Acción Católica Especializada. Es en este sentido que nos proponemos abordar la ruptura introducida en las prácticas investigativas del INH haciendo la hipótesis de una “matriz católica”. Al usar este término, nos interesa menos una creencia religiosa que un espacio social, donde los católicos se enfrentan a la cuestión de la clase trabajadora y, más en general, a la de los círculos sociales.

Palabras clave: acción católica especializada, alimentación, Henri Desroche, encuestas, Jean Trémolières.